



la lettre à
LULU



La crise ? Remise aux calanques grecques

irrégulomadaire satirique N° 93, juillet 2016

L'éphémère
**poésie
rageuse
des murs**

p. 2

Nantes

LA PARANO TRANQUILLE



Alors que l'université d'été du PS devait se tenir dans une zone apaisée, alors que la maison de la tranquillité publique ouvre à la rentrée, Nantes se la joue VAD, «ville à détruire» schizophrène. Johanna Rolland se félicite même de l'annulation des rencontres de rentrée des socialos. Faudra-t-il annuler l'été, abolir la rentrée ?



TROIS collègues publics entrent en service à la rentrée prochaine, au même endroit, quasi en plein centre-ville nantais... Juste en face de la cité des congrès. Non, d'accord, c'est une image. Mais en équivalent euros, c'est ça. Car dans la réalité vraie, il ne s'agit que d'un seul bâtiment construit à la gloire du Crédit mutuel pour une modique dépense d'à peu près 50 millions d'euros*. Les temps sont vraiment durs pour le mutualisme bancaire. «La banque à qui parler» y déménage son siège et ses 1400 salariés. Lulu a déjà raconté** comment elle avait su justement prendre langue avec la métropole socialiste pour déroger aux règles d'urbanisme en vigueur: théoriquement et pratiquement, le nombre de places de parking prévu devait être plafonné à quelque 140 emplacements puisque le secteur est desservi par le busway. Une déclaration de guerre pour le personnel et ses représentants, accros au moteur à explosion et aux vertus du progrès automobile. Qu'à cela ne tienne. Un classement sur-mesure de la parcelle et une convention d'utilisation signée avec la cité des congrès ont transformé un petit arrangement entre amis en une opération presque exemplaire, malgré une surface de stationnement multipliée par 2,3. Trop fort. Sans compter que sur le site du siège actuel, aux Marsauderies, près de Port-Boyer, la même banque se transforme en promoteur pour construire des centaines de logements, quelques commerces et bureaux. Rien ne se perd, tout rapporte. ■

* Une des manifs détournée du centre du mouvement contre la loi travail est passée devant le chantier en voie de finition. Sur la portion bordant les vitres toutes neuves, la police était très très présente. Sans doute une tentative de sponsoring bancaire du service public de la police. Ou de policierisation de la finance.

** Au Crédit mut, banco pour le drive in, Lulu n°81, juillet 2013.

La ville apaisée au bord de la crise de nerfs

Après l'université socialo estivale annulée, menaces sur le sommet sur le climat fin septembre. Angoisse: Noël passera-t-il l'hiver ?

Il y a en ville un territoire au climat à part. Une enclave de «ville apaisée» (non il n'y a pas de contrepèterie) que Nantes métropole explique comme un quartier «plus accessible, agréable et sécurisé». En gros on fait du vélo, on marche à pied pas plus que partout, mais les bagnoles sont sommées de ralentir à 30 km/h. Ce coin si peinarde où les aménageurs ont réussi à imposer la zénitude, c'est le quartier Madeleine Champ-de-Mars⁽¹⁾ qui, du canal Saint-Félix à la chaussée de la Madeleine, englobe la cité des congrès. Pas convaincue de l'apaisement géolocalisé, l'université d'été du PS a préféré décamper et annuler sa réservation de salles de congrès.

22 v'la les COP

L'événement suivant pourrait déclencher quelques menaces de perturbations du proverbial climat nantais où il fait si bon vivre sous une pluie de labels plus ou moins frelatés. Du 26 au 28 septembre, la cité des congrès de Nantes accueille *Climate chance*, un des innombrables séminaires causant climat et mixant ici pêle-mêle industriels, collectivités locales, chercheurs, ONG. C'est un raout d'étape préparant la COP22, après l'édition 21 à Paris en décembre. «Nous avons repéré sur les réseaux sociaux que des groupes impliqués sur le climat se déclarent opposés à ce sommet, mais pour l'instant il n'est pas question de report ni d'annulation», confie Nathalie Suchaud, l'attachée de presse de ce qui se présente comme un «sommet mondial pour la société civile dédié au changement climatique». Pas réchauffement, pas dérèglement, juste «changement». Séances plénières, forums, ateliers, le tout soutenu financièrement par le bétonneur Bouygues, mais aussi les gaziers Engie et Gaz de France, Schneider electric, Suez et Veolia, tous bienfaiteurs de l'humanité durablement développée comme il

se doit. Au hasard, épluchons le premier sponsor, Bouygues, épinglé en mars dernier par l'ONG WWF avec 25 autres grosses boîtes françaises pour les impacts néfastes de ses approvisionnements «sur les filières de matières premières agricoles» mondiales⁽²⁾. Et dernier de la liste, Veolia se trouve «poursuivi par la justice américaine dans le scandale de l'empoisonnement de l'eau de Flint»⁽³⁾ dans le Michigan... Le CAC 40 se rachète une virginité environnementale en prônant l'insurrection immédiate des investissements verdés.

Milliers de milliards

Mais ça va quand même débâter grave le responsable verdoyant. Sommet dans le sommet, un forum y est mené par «L'Alliance des villes pour le leadership de la finance climatique», dont la mission est de «catalyser et d'accélérer des flux de capitaux supplémentaires pour les villes, maximiser les investissements dans les infrastructures à faibles émissions de carbone et rési-

lientes au changement climatique, et de combler l'écart d'investissement entre les zones urbaines au cours des quinze prochaines années (...) ce qui amènera à une croissance du marché de milliards à des milliers de milliards de dollars chaque année et une ré-allocation des investissements de capitaux dans le développement urbain, depuis des actifs à hautes émissions de carbone vers des actifs à faibles émissions»⁽⁴⁾. Le «capitalisme vert» absorbe les capitales vertes. Ou les sous-capitales, ne chipotons pas: dans leur jargon ça s'appelle l'engagement des villes «à l'échelle infra nationale». Pourvu que l'échelle infra locale ne se casse pas la gueule. ■

Ray Schaufman

⁽¹⁾ Quartier Madeleine Champ de Mars, quartier pilote pour une ville apaisée. Nantes métropole, juin 2015.

⁽²⁾ Ouest-France, le 24 mars 2016.

⁽³⁾ Le Monde, 23 juin 2016.

⁽⁴⁾ Piqué sur unfccc.int, site de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques.



Nantes, capitale schizo

Ça va mal moi non plus. Hein, quoi ?

Après les manifestations, presse locale, commerçants, CCL, élus de toutes les couleurs n'ont parlé que de «Nantes théâtre de violentes dégradations de la part d'individus dont le seul but est de casser» (Johanna Rolland), d'agissements inadmissibles de barbares, de «mal être chez les jeunes», du centre ville paraît-il déserté, des tiroirs-caisses sinistrés, de l'apocalypse du chiffre d'affaires. Dans ce paysage dévasté par les lamentations, le Quartier de la création a orchestré un «événement» du 20 au 24 juin, «Bien dans ma ville, bien dans mon travail» qui «propose de réfléchir ensemble à l'organisation du bien-être dans notre vie, tant professionnelle que personnelle». Nantes, capitale schizo. Ou alors, c'est juste la promo à grand spectacle de la maison de la tranquillité qui ouvre à la Manu en novembre prochain. Saluons la force tranquille de la com. ■

Boutiquier, soulève-toi !

La politique qui tique, le boutiquier qu'il dit qu'y est.

La patrie nantaise en péril. «Nantes en danger», un groupe de patriotes boutiquiers a surgi en brigade de volontaires, «apolitique» garanti sur factures, mené par un certain Patrice Bolo. Apolitique mon cul. Il était colistier UMP de Laurence Garnier et juge ramollos le PS et la droite, réclamant plus de caméras de surveillance, ce que prônent justement droite et socialistes locaux. Les médias, l'hélico et les vidéastes de la police ne suffisent donc pas. Patron d'une boîte de vente de luminaires, responsable secourisme de l'Ordre de Malte en Loire-Inférieure, ce Bolo déclame: «Nous voulons grossir le rang des mécontents pour être constructifs»*. Faut-il donc grossir pour peser dans la coconstruction? Le mécontentement est-il le gage de réussite du constructivisme commercial? Faut-il organiser des dîners de constructifs? C'est l'insurrection des tiroirs caisses qui vient. ■

* Ouest-France, le 13 juin.

Les cache-vitrines ont du talent

Sensible à la littérature des murs et des bouts de contreplaqué masquant les devantures de banques en miettes, Lulu a affûté son crayon et scarifié son calepin. Les nettoyeurs de murs de Nantes Métropole n'ont pas aidé, mettant toute leur énergie printanière à éradiquer cette poésie, à effacer ces outrages à la pierre et fissa, le lendemain au pire. Un zèle déployée «uniquement dans le centre ville», explique une cégétiste de Nantes Métro. Curieux comme le centrisme nie la poésie.

Florilège non exhaustif:

- Le ciment a remplacé les cerceaux, et la pub, les oiseaux [fac de lettres]
- En cendre tout devient possible [partout]
- C'est pas la manif qui déborde, c'est le débordement qui manifeste
- Souriez, vous êtes gérés
- Gonades explosives [pochoir]
- L'amour, la jeunesse... Reprendre la vie [préfecture, devant la Porsche incendiée le 28 avril]
- Elle est où la Porsche? [préfecture, la manif suivante]
- Nique les Porsche, on veut des Faucon Millenium
- «Il faut un mouvement social qui peut brûler des voitures, mais avec un objectif»
- Pierre Bourdieu
- Hier une Porsche, demain le parlement
- Le vent tourne...
- Où est l'hélico?
- Tout doit disparaître
- Trou de la Sécu: 60 milliards. Évasion fiscale: 600 milliards.
- Le casseur respecte ses acquis sociaux, il ne travaille pas le 1^{er} mai [Bouffay]
- Une autre fin du monde est possible [préfecture]
- Une pensée pour les familles des vitrines [devanture de banque]
- Jette ton Ouest-France, partage Nantes Révoltée
- Hôtel du département débordement
- L'aventure, c'est dans la rue, et c'est gratuit [cours des 50 otages, sur une affiche vantant vacances, soleil et surf]
- Fermé comme DAB [sur un distributeur automatique de billets, alias DAB]
- Il avait avalé ma carte [DAB calciné]
- Il faut avoir des choses à se reprocher pour se cacher comme ça [vitrine de la banque BPA remplacée par du contreplaqué]
- Qui sème la misère récolte la colère [pochoir]
- Et si Hollande ne finissait pas son mandat? Et si on abolissait les présidents? [Carré Feydeau face au Bouffay]
- «Le 49.3 est un déni de démocratie» François Hollande, 9/12/2006
- 49,3, le QI de Valls
- Error 49.3 Démocratie not found
- Vivement l'université d'été du PS
- Valls tu veux de la flexibilité? Essaie le yoga
- Valls prends ton temps, on s'amuse énormément
- On a une gauche qui mérite des

droites

- Dans les prisons de Nantes 1135 personnes détenues
- Et si le casseur c'était ta sœur? [pochoir]
- Vivre et casser au pays
- La BAC masquée ho hé ho hé, elle tape elle tape, la BAC masquée
- Le peuple veut la chute du régime [cache vitrine en contreplaqué de la Banque populaire Atlantique]
- Les pouffiasses niquent la BAC [après une interpellation le 28 avril d'une féministe à qui un agent de la BAC a lâché: «Mais c'est une pouffiasse! Si même les pouffiasses s'y mettent, maintenant...»]
- La jeunesse de Nantes aime les émeutes
- Love Naoned, hate cops
- Soyons ingouvernables
- #jesuiscasseur
- La révolte rend beau rambo
- Nous sommes la nature qui se défend [cache vitrine en contreplaqué de la BNP]
- Détruisons ce qui nous détruit [Crédit agricole]
- On fait pas d'omelette sans casser des banques [vitrine BNP occultée par du contreplaqué, cours des 50 Otages]
- Ces quelques vitrines cassées ne sont rien face à la violence politique et économique



- Détruire ce monde est possible
- Alors, on ouvre toujours pas? [vitrine BNP occultée de panneaux de bois, cours des 50 Otages]
- #PANAMAPAPERS [BNP, cours des 50 Otages]
- Retournons l'existant
- AUTOREduc POUR TOUS!

- Ils ont du sang sur leurs mains, on n'a que nos colères et nos poings
- Dites-le avec des pavés
- La ville est notre terrain de jeu
- C'est encore nous
- Nique la POLICE [sur un fourgon de police, dans le dos des fonctionnaires venus visiter un blocage des voies du tram à Moutonnerie]
- Détruisons ce qui nous détruit [Crédit agricole]
- Émeutes sans sommation
- Vive les bancs publics. À bas les banques
- Ils interdisent de manif pour des IDÉES
- Notre travail, c'est leur santé
- Il n'y a bien que les flics, les juges, les journalistes et bien sûr les banquiers pour défendre les vitrines des banques mais nous autres, si nous ne voulons pas approuver ces attaques de ces vitrines, est-ce par «correction» ou par conviction?
- Organisons-nous!
- Goulag autogéré pour tous

Pancartes

- Désolé pour le dérangement. Nous essayons de sauver notre avenir
- La précarité n'est pas un métier
- Pas de frontières, pas d'État, pas de police, pas de problèmes
- #OnVautMieuxQueÇa
- Un kebab précarité sans tomate oignon chef steuplé

Perte sèche

Nantes, chef-lieu du fiasco socialo

Les goodies soldés sont déjà collectors.

Le secrétaire du PS en Loire-Inférieure déplore «#PS Annulation Université d'été à #Nantes: @RousselFabrice patron de @fede_ps44 annonce 100.000€ de perte sèche». En fait au moins 100000 euros, a-t-on confié rue de Solferino. Trois fois plus, selon le magazine L'Opinion. Le budget global était de 800000 euros et les prestataires gardent les arrhes «entre 30 et 50% du montant total de leur contrat». Pire, le petit commerce interne au PS s'effondre: impossible de fournir les goodies pour réduire les frais. L'an dernier à La Rochelle

le catalogue des produits dérivés était copieux: CD de l'hymne des socialos «Il est temps, il est l'heure», T-shirts aux slogans décalés «I want my services publics back», mugs «What would Jaurès do?» (très branchés franglais, les goodies), pin's, cubes anti-stress, carnets, cartes postales des stars du parti, sacs à dos, boules à neige et chapeaux de paille affublés du logo poing & rose, préservatifs «La gauche vous protège», coques pour smart phone siglées «changement en cours». Cette année, le destockage prend de l'avance. ■



Marquis de Zad

Le surchauffagisme expliqué aux enfants

Chalumeaux, racines de Zad, PS schizophrène, si ça pète c'est pour ça.

MALGRÉ un printemps pourri, ça a chauffé dans les rues de Nantes et Rennes. L'AFP a alors trouvé un expert spécialiste. Une peinture: Stéphane Sirot, chercheur associé au Centre de recherches politiques de Sciences Po, prof d'histoire politique et sociale du xx^e siècle à l'université de Cergy Pontoise, donne aussi des cours à l'IAE, Institut d'administration des entreprises à Nantes. Son éminence explique que si le pavé vole parfois plus ici qu'en d'autres contrées, c'est que le passé a connu la surchauffe: «En 1955 par exemple, pendant les grèves des métallos à Nantes et Saint-Nazaire, les CRS étaient accueillis dans les usines avec des chalumeaux!»* Imaginez la peur des compagnons repus de sécurité face à des flammèches de vingt centimètres. En revanche, ce qui est vrai, c'est que les CRS ont été confrontés à un comité d'accueil assez peu amène de métallos en pétard maniant des lance-flammes** - la catégorie au dessus - ou braquant ses boyaux à air comprimé pour balancer des déchets de ferraille vers la troupe à matraques et mousquetons. Ces tuyaux envoyaient des

projectiles à cinquante mètres, raconte le bouquin de Louis Oury, Les prolos, réédité par les éditions Agone.

Oui mais non

Puis le socio-historien pour qui lance-flamme ou chalumeau, c'est du pareil au kif kif, dévoile le pot-au-roses de ces rues nantaises et nantaises survoltées: c'est la proximité de la Zad qui chauffe les esprits et forme les têtes brûlées (certainement un coup du chalumeau). C'est un chercheur, il a donc de la méthode. Il évoque ainsi «une frange de militants plus jeunes, qui se sont retrouvés autour de la Zad et qui ont eux aussi développé des pratiques assez radicales. On peut penser qu'elles ont essayé en partie chez certains jeunes qui manifestent parfois assez rudement dans les rues de Nantes.» On peut penser. Il faut même l'élucubrer, supputer, échafauder. Mais, conscient de la fragilité de cette logique à deux balles, il se reprend. La Zad qui explique tout, finalement non, pas trop: «En faire l'explication majeure, cela paraît surtout un argument très politique de la part de ceux qui sont parmi les principaux soutiens au projet de transfert de l'aéroport à Notre-Dame-des-Landes.»

Notre éminent expert a aussi une idée qu'il limite à Rennes, où on a constaté un «investissement plus marqué qu'ailleurs dans l'envie de s'insérer et de progresser dans la société grâce à cette réussite scolaire».

Inoui, non ?

Et comme la chimère ne devient pas papillon, que la réussite sociale n'est pas au rendez-vous, plus dure sera la chute. L'amer désappointement qui vient nourrit inéluctablement le dépit, la désinsertion, et mène colériquement à la balistique du pavé rencontrant la vitrine d'une banque. C'est bien connu. Autre explication filandreuse, c'est la faute au PS et à son différentiel local-global: «Quand cette gauche très bien implantée localement est au pouvoir et que, notamment sur des thématiques sociales, elle semble produire des textes qui s'éloignent des raisons pour lesquelles elle a été élue, cela crée sans doute plus qu'ailleurs colère et ressentiment», expose Sirot, que son ressentimentalisme perdra. ■

Yannick Guinguette

* «Loi travail, une radicalité aux racines profondes», AFP, 20 mai 2014.

** Lire page 4, «Lance-flammes» et «lance-pierres»



Panique ton maire Fermez les vélos, rentrez les fenêtres!

Panique à tous les étages, faites passer.

C'ÉTAIT un jour comme ça où une des manif contre la loi travail devait passer au pied du siège de la communauté urbaine. Chez les pontes, on applique illico le principe action/réaction. Un message interne à tous les fonctionnaires prévient le 17 mai: «URGENT: la manifestation va passer devant notre bâtiment. Ne pas sortir. Fermer les fenêtres. Rentrer les vélos...» Un confinement qui ressemble à un exercice d'alerte bactériologique. Ce jour-là, aucune apocalypse ne s'est pourtant abattue, pas un cheveu touché à un vélo d'un chef, rien. Même la maréchaussée anti-émeute n'y a pas cru, concentrant toutes ses forces pour protéger en face le siège de la banque CIC qu'aucune manif n'avait croisé jusqu'alors. Rien ne s'est passé non plus, les comptes courants ont pu continuer à courir. Sans être poursuivis. ■



Hors-jeu Éteindre la foule enflammée

PARANO-DÉMOCRATE, la maire de Nantes a bien voulu d'un écran géant pour les matchs de foot mais surtout loin du centre ville, ce champ de ruines, cette plaie ouverte où l'étincelle peut à tout moment réagir la fonction «ville dévoastée». La célébration du pied-ballon audiovisualisé s'est donc faite à l'écart du centre, au parc de la Beaujoire, à six km de la Petite Hollande

qui accueille habituellement ces retransmissions publiques. Une aimable plaisanterie qui coûte 170000 euros pour trois matchs. La famille hooligan en goguette est prévenue: elle soit subir des filtrages stricts, «palpations, détecteurs de métaux, grands sacs interdits.» Tout détenteur d'arme par destination, comme la mascotte du tournoi en porte-clef, a fini au ballon. ■

#OnAnnuleTout

DÈS l'abandon de l'université d'été du PS à Nantes, des affichettes canulardantes ont remplacé les habituels placards vantant les titres des journaux devant les kiosques. On a pu lire: «Nantes annule le PS», ou «Université d'été: la maire de Nantes craque / 2017: le PS contraint d'annuler la présidentielle», «Le PS en PLS», soit en jargon securiste la Position latérale de sécurité. Alors que les compagnies républicaines de sécurité auraient très bien fait l'affaire. ■

Écran noir Quoi, quoi, quels buts?

Le Lieu unique a voulu faire le peuple en diffusant sur grand écran le match de foot France-Islande le 3 juillet. Un bug de retransmission, sans doute provoqué par l'irruption d'un nuage fulminant d'un volcan à nom imprononçable, a fait rater le début du match. Assez joueurs ce soir-là, les spectateurs ont fait une hola houleuse aux essais infructueux de la flèche de la souris dansant sur l'écran sans rallier la magie du direct avec le stade de France. Les fans de foot sur écran ont raté les trois premiers buts, soit 43 minutes de jeu. Pour une partie qui déroule normalement à peine plus du double, c'est un peu frustrant. Le Lieu unique est ainsi devenu le haut lieu de la retransmission muette et aveugle. Un concept artistique rendant hommage aux «publics empêchés», handicapés du visuel et de l'auditif. Un match avec cannes blanches et sonotones est prévu l'été prochain. ■



Caporalisation L'insupportable interdit

Allez allez, les canaris!

LES violences durant trois journées ne sont pas démontrées. «Dépourvu de base factuelle» a dit le juge le 23 juin. Ah mais non, pas lors de ces manif engagées qui ont fait l'animation nantaise avant l'été, mais lors de matchs de foot enfiévrés il y a plus longtemps. Donc relaxe pour le caporal civil des supporters (on dit «capo» entre initiés) meneur attiré de barouf dans les tribunes de la Brigade Loire. Ce hors-la-loi présumé avait bravé l'autorité en se déplaçant à Lorient alors que cela lui était, sur le papier, interdit. Mais ledit papier, l'arrêté ministériel d'interdiction de supportage de son équipe, ne valait rien. Il se basait sur des violences «non démontrées» lors de trois déplacements des tiffosis nantais en mars, août et octobre 2015. Le ministre du Hooliganisme supportable est viré et le sous-secrétaire d'État à la balle au pied sécuritaire mis à pied. ■

À lire sous la douche

Morceaux épars, chouravés à des éditeurs épars. C'est un peu l'épars des anges*, quelque part.

• Chaussettes sèches

[Automne 2012] «Nous sommes des habitant.e.s et des paysan.e.s de la Zad pour lesquels partir d'ici a toujours été inconcevable. Malgré les pressions incessantes et la précarité d'un avenir incertain, nous avons résisté jusqu'ici pour ne pas perdre les jardins que l'on bichonne et les liens avec nos voisins, les fermes rythmées par les horaires de la traite et les joies qu'offrent les lumières lunatiques du bocage. Nous ne sommes pas directement visés par cette première tentative d'expulsion grâce à un accord arraché au terme d'une longue grève de la faim en 2012 et protégeant encore, provisoirement, les habitants légaux. Mais sans hésitation, nous ouvrons nos granges et nos maisons, comme autant de refuges et de bases logistiques depuis lesquelles résister ensemble.

Nous sommes des alentours, militant.e.s chevronné.e.s, paysan.ne.s solidaires ou simples voisin.e.s que la situation a révoltés, abruptement. Nous nous retrouvons dans la grange de la Vacherit avec l'intime conviction d'avoir un rôle actif à jouer à ce moment-là. Nous avons pour armes et bagages des chaussettes sèches, des calicots, de quoi filmer l'expulsion et témoigner des violences policières, des stylos pour rédiger des lettres courroucées et des tronçonneuses pour renforcer les barricades en sacrifiant quelques arbres. Parmi nous, beaucoup d'anciens sont encore portés par la mémoire des luttes acharnées dans la région, qui ont déjà coûté à la « puissance économique de la France » l'échec de trois projets de centrales nucléaires en vingt ans, à Plogoff, au Pellerin et au Carnet. Nous aussi, nous faisons face aux gendarmes, nos corps en travers de la route. Nous sommes une communauté de lutte en train de naître. »



Défendre la zad, collectif Mauvaise troupe, éditions de l'Éclat, janvier 2016. 45 pages.

• Souvenir vital

Lettre à Najat Valaud-Belkacem, ministre de l'Éducation nationale après la mort de Rémi Fraisse: «Au moins, les choses seraient claires. Et l'on ne s'étonnerait plus que les socialistes au pouvoir qui avaient pleuré en 1977 la mort de Vital Michalon, tué lui aussi par une grenade offensive au cours d'une manifestation antinucléaire, n'aient visiblement aucun remords pour Rémi Fraisse et se dédouanent au contraire de leurs responsabilités en stigmatisant "la violence des manifestants". Sans doute

n'ont-ils plus le temps de lire, sans doute ont-ils oublié leurs lectures et leur jeunesse... »

Notre Dame des Landes, la fabrication d'un mensonge d'État, Françoise Verchère, éditions Tim Buctu. 72 pages.

• Mon commandant

«Sur le plan judiciaire et législatif enfin, le drame de Sivens est exploité pour renforcer davantage encore l'arsenal répressif. Dans les semaines qui suivent, une "Commission d'enquête parlementaire sur les modalités du maintien de l'ordre républicain" est mise en place, à la demande de députés écologistes. Les auditions se déroulent à l'Assemblée nationale et sont, dans leur écrasante majorité, consacrées à écouter

ceux qui répriment. Ministre de l'Intérieur, colonels de gendarmerie, commandants de CRS, préfets et syndicalistes policiers se succèdent pendant des semaines devant des députés complainants, qui les laissent dérouler un discours uniforme. Le socialiste Pascal Popelin, rapporteur de la commission, oscille entre dialogues mielleux avec les forces de répression et mises en difficulté des rares auditionnés qui s'éloignent du discours policier. »

L'arme à l'œil. Violences d'état et militarisation de la police, Pierre Douillard, Ed. Le Bord de l'eau. 90 pages.

• Maîtrise de la traîtrise

«Il y a dans l'ambition de l'homme à dompter l'environnement une forme de présomption, qui nous a fait négliger les dégâts du productivisme, admettre trop facilement la pollution, l'insécurité sanitaire, l'agriculture intensive, les risques chimiques, le rejet de CO₂. Selon l'interrogation classique, nous voulions maîtriser la nature; mais qui maîtrise la maîtrise? »

Changer de destin, François Hollande, éditions Robert Laffont, février 2012, 163 pages bidonnantes.

• L'amende à la marge

«La vérité, c'est que l'étape du "débat démocratique" est un passage obligé, une sorte de concession politiquement correcte. La vérité c'est qu'il n'y a pas d'alternatives réelles pour le porteur du projet. Celles qui sont présentées le sont pour la forme, pour faire croire au choix possible. Tout le monde le sait bien, qui a un jour été dans un endroit de décision où l'on présente trois scénarios. Trois pour amuser la galerie, le bon scénario a déjà été choisi mais évidemment si le groupe le choisit de son plein gré, c'est encore mieux! Menée avec talent, la consultation du public aboutira non pas à modifier substantiellement un projet ou à l'abandonner mais à le rendre plus acceptable car doté d'un vernis démocratique. Au mieux à l'amender à la marge. »

Notre Dame des Landes, la fabrication d'un mensonge d'État, Françoise Verchère, ed. Tim Buctu. 72 pages.

• Lance pierres

Grève à Saint Nazaire en 1955. «Les cisailles et les poinçonneuses démarrent sous l'impulsion de certains ouvriers. On fabrique des projectiles d'acier et les gars qui s'y emploient manifestent autant de frénésie que s'ils avaient un bon à tirer. Aux poinçonneuses des tôles entières d'épaisseur moyenne (un centimètre maxi) sont débitées à l'aide d'un poinçon de vingt. Aux cisailles, des tôles de même épaisseur se voient transformées en projectiles encore plus dangereux, des petits triangles dont les deux angles aigus projetés avec

force s'avèrent capable de transpercer n'importe quel uniforme. D'autres groupes, disséminés dans les nefs, se sont spécialisés dans le matériel de projection, avec des bandes de caoutchouc ils confectionnent des lance-pierres. »

Les prolos, Louis Oury, première édition en 1973, réédition éditions Agone, mai 2016.

• Lance-flammes

«À une quinzaine de mètres du sol, des ouvriers occupent les chemins de roulement des ponts et ajustent avec précision tout CRS qui s'aventure à la verticale. D'autres occupent les cabines des pontonnières et manœuvrent les ponts roulants de telle sorte que leurs crocs de levage se déplacent à hauteur d'homme, ce qui occasionne quelques ravages dans les rangs policiers. D'autres encore allument les torches à propane qui servent habituellement au chauffage des pièces en cours de soudage, des gars chargent avec ces véritables lance-flammes qui crachent le feu à plusieurs mètres et causent une panique indescriptible parmi la flicaille. »

Les prolos, Louis Oury, réédition éditions Agone, mai 2016.

• Face de chorème

«Lorsque notre index suit les lignes du fleuve sur la carte, c'est l'esprit qui parcourt des territoires. Les chorèmes tramés ou colorés se succèdent, distribués d'une manière qui paraît parfois chaotique ou selon un agencement mystérieux pour le profane. Ils sont toutefois liés, traversés par d'autres cours d'eau, ruisseaux ou rivières, qui confluent vers l'artère centrale et forment un vaste pays, versicolore et rhizomatique. De même les fils rouges d'une saison peuvent être multiples, mais la ligne de force demeure unique. C'est l'ambition de commuter le regard, forger les opinions, donner un semblant de perspectives sur l'avenir, renforcer un corps social souvent épars. »

Programme 2016-2017 du Lieu unique, édito de Patrick Gyger. 107 pages parfois moins truculentes, certaines plus claires, sans texte, jaune promo de supermarché, bleu canard.

• Civet de latin

«Tractatus De Mercatura, seu Mercatore. Huc accessit Petri Santernae Lusitani Tractatus, de Sponsionibus & Assesurationibus mercatorum. Alios praeterea Tractatus aliunde excerptos, unum videlicet D. Ioan Nider, De contractu mercaturae: alterum D. Bald. de Ubald. Perusini, de Constituto, in Iureconsultorum gratiam adiunximus, duoque D. Roberici Suarez Consilia, de Usu maris, & mercibus super illo transuehendis, Cum Indice rerum singularium locupletissimo. » ■

Sur les assurances, Benvenuto Straccha (1509-1578), éd. Centre de droit maritime et océanique de Nantes, 2008. 481 pages.

* Mais c'est quoi, ce jeu de mots pourri qui veut rien dire ?

À l'assaut du ciel (en faux-cul hollandais dans le texte)

Le souvenir des Versaillais en trois temps, trois mouvements

• Vive les mariés

Août 1973, lors de la marche des paysans de l'Ouest, Bernard Lambert reprend les paroles d'une paysanne engagée dans la marche: «Nous allons à un mariage, un mariage des ouvriers et des paysans, le mariage de Lip et du Larzac. Au fond, toute cette marche nous permet de comprendre qu'un événement capital se passe dans ce pays. Il y a quelque chose qui vient de disparaître de l'histoire, jamais plus, jamais plus, les paysans ne seront des Versaillais, jamais plus, ils ne s'opposeront à ceux qui veulent changer la société. »

Guide indigène de détournisme, éditions À la criée, février 2016. 160 pages.

• Tract au vélo

[novembre 2015, à la veille de la COP 21] «La nuit dernière, réunis dans un manège équestre, assis sur

le sable ou perchés aux balcons, nous avons décidé que notre équipée irait jusqu'à Versailles. C'est depuis cette citadelle anachronique que, dix jours auparavant, le Sénat et le Parlement réunis, pris d'une poussée d'absolutisme, ont décidé de prolonger de trois mois l'état d'urgence.

Peu avant la Place d'Armes, le convoi fait halte et nous marchons ensemble derrière une grande banderole peinte pendant la nuit d'après un vers de Shakespeare: "Si nous vivons, nous vivons pour marcher sur la tête des rois". Aux abords des édifices de la cour, un rang de policiers cherche une dernière fois à nous contenir, autour de la statue de Louis XIV. Mais nous continuons à avancer, et eux à reculer, jusque devant les grilles du château. Des tables sont déployées en cercle pour un grand banquet

partagé. La voix d'un paysan venu en tracteur se détache sous les hurras: "En 1871, les Versaillais avaient écrasé la Commune de Paris. Les zads sont aujourd'hui comme autant de nouvelles communes libres. Et nous affirmons ici que ces communes ne se laisseront plus expulser". »

Défendre la zad, collectif Mauvaise troupe, éditions de l'Éclat, janvier 2016. 45 pages.

• À l'assaut du consensuel

«J'ai mes références. Celle des ouvriers de 1848 qui déjà contestaient le pouvoir de l'argent. Celle des communards, qui refusaient la défaite et sont montés à l'assaut du ciel pour connaître l'enfer de la répression. »

Changer de destin, François Hollande, éditions Robert Laffont, février 2012, 163 pages à écorcher le renard.

Merci patron

L'attaque odieuse des ratatouilleurs

Grivèlerie d'opéra, ratatouillage de coin de rue, jusqu'où iront-ils ?

L'OPÉRA a été occupé le 2 mai au soir par des intermittents et des échappés de la manif de l'après midi. Annulée, la belle soirée privée des patrons du Centre des jeunes dirigeants. L'incursion a donné lieu à des échanges goguenards à distance de postillons. Intitulée fièrement «*Nous sommes tous des héros en puissance*», la fête était pourtant «*préparée depuis un an et demi*» pour célébrer «*l'humain dans l'entreprise*». L'humain de la rue a surgi, moqueur, sans gêne. Quelques seniors du Medef, président et ex-président de la CCI accompagnaient les trois centaines de ptits gars prometteurs héros de la charité managériale, autoproclamés «*créateurs d'oxygène*» pour qui «*une économie au service de l'Homme incarne la clef de la compétitivité*». Certains ont hésité entre le faux sourire contrit mais dégagé, et le regard furibard, mâchoire serrée en espérant que ça se règle. D'autres ont trouvé asile à la terrasse du café Molière voisin, subsistant les chances de ces insupportables trublions: *Pends, pends, pends ton patron, t'auras sa galette et L'Internationale*. Un atelier loi-

sirs s'improvise dans le hall du théâtre, bouchonne en ballots les sacs offerts pour la soirée, forme un bonhomme en tissu, aussitôt pendu haut et court. L'affichette des intermittents rend d'ailleurs hommage au sens de la pendaison orchestré par le Medef. Mais les patrons ne sont pas pendus aux lèvres des squatters du hall de l'opéra.

Certains protestent, navrés de tant d'incompréhension. «*C'est la lutte de classes qui fait irruption dans ta soirée, mon ptit gars*», ironise une des invitées surprise, étoile rouge sur T-shirt noir. Au haut des marches, on a frisé les gnons, la pauvre chemise haut de gamme du patron colère a failli finir en lambeaux, tradition Air France.

Le contenu des *tot bags* en coton écru à distribuer aux invités a fini par terre, avec l'édition de *Presse-O* du matin, partenaire du raout, une invitation pour l'after, un mauvais stylo et un biscuit au chocolat sous cellophane. Prise de guerre mais un peu trop sucré. Les envahisseurs hilares le boulotent, deux patrons déboulent, en pétard et en costar col ouvert. Ils font avec morgue

la morale: «*Vous vous sentez pas gênés de prendre ça? C'est du vol*». Répartie du tac au tac: «*Non monsieur, bouffé sur place, c'est de la grivèlerie. Pas du vol*». La précision juridique agace: «*En tous cas, au niveau symbolique, c'est un manque de respect*». «*Et la loi travail, la précarité renforcée, l'inversion des normes, c'est du respect? C'est du symbolique? Et si tu veux mon pote, ton biscuit au chocolat si précieux, on peut très bien te le vomir sur les pompes*» Les souliers vernis reculent d'un pas.

Alain Mustière, ancien président de CCI, hérault du oui à l'aéroport patientait sur le parvis de la place. Perdant patience, il finit par s'éloigner, rattrapé deux rues plus loin par une assiette de ratatouille bien servie, sans élan, en pleine poire. Régime cinq fruits et légumes par jour, sans doute. Cet entartage légumier mode zadiste, il l'a commenté le lendemain dans *Presse-Océan*: «*C'est inconcevable, déplorable, intolérable. Est-ce la démocratie? La violence prime-t-elle sur le débat d'idées?*» C'est curieux, comme les chemises deviennent des emblèmes de la démocratie tolérable, ces temps-ci. ■



Merci Bernard !

Un tigre dans le promoteur

Le promoteur immobilier est un loup pour le promoteur immobilier.

BISILLE entre promoteurs. Il faut le reconnaître, ça fait foncièrement mal au cœur, toutes ces injustices. Même si la victime s'inverse au jeu des recours juridiques à étages. Personnage principal, Bernard Brémont. Il habite au bord de la Zad à Vigneux, et y a ses bureaux de promoteur immobilier, état-major de la gentrification urbaine délocalisée à la campagne. La proximité de la Zad, c'est ce qui doit lui donner l'idée de faire des pieds de nez à la légalité républicaine. Bernard Brémont avait commencé avant la Zad, construisant sans permis de construire son siège social face à la prairie, en zone inconstructible. «*À la voyou*», avait-il concédé*. Le patron voyou garde ses pratiques. Cette fois, c'est une embrouille qui remonte à 2007, quand Brémont mange un concurrent, l'agence immobilière rennaise Prodim Immo, d'un certain Bernard Tétiot, qui devient illico filiale de Brémont. L'accord entre les deux Bernard tourne vite vinaigre. La crise des *subprimes* aux Amériques gagne le monde entier et plombe la pierre lucrative. En 2009, le repreneur conteste la dot de la mariée. Ce rachat, avec tous les projets qui ont capoté, tous ces profits réduits à zéro, c'est un manque à gagner à pleurer pour le rache-

teur. Brémont lance ses avocats sur le coup et, après un premier jugement, gagne 600 000 euros en appel. Bon perdant, Bernard Tétiot raque la somme mais, mauvais perdant, il porte l'affaire en cassation. La cour de cass a finalement inversé le jugement le 6 octobre 2015, condamnant Brémont à rembourser les 600 000 euros. Mais là, Brémont, pas cracheur pour deux sous, n'a pas du tout envie de cracher au bassin. L'insolvabilité a été promptement organisée pour éviter d'avoir à payer son dû. Brémont, désormais père & fils, a rapidement organisé une liquidation judiciaire simplifiée de la filiale fautive, Prodim, pour ne rien avoir à payer à Bernard Tétiot qui se voit contraint de demander la nomination d'un expert pour contrôler les comptes de liquidation. Il espère qu'on repérera comment les 600 000 euros qu'il a réglés se sont si vite évaporés. Réponses à la rentrée. Tétiot a missionné en mars dernier deux agences de communication pour faire savoir qu'il s'est fait avoir, et rappeler que le mauvais joueur, c'est l'autre Bernard, responsable «*des pratiques douteuses qui scandalisent Bernard Tétiot*». Un peu plus, ils s'enverraient des assiettes foncières à la figure. ■

* «*Le siège s'assoit sur le permis*», Lulu n°61, novembre 2008.



Résistance et sabotage Les partisans de l'altéroport

Il y a des gens qui débinent le fantôme de Notre-Dame-des-Landes qu'en finit pas de ne pas exister.

MAIS qui ferait une chose pareille? Qui a dit?

1. «*Nous jouons trop souvent notre partition régionale et nationale. Nous avons une trop faible ouverture internationale. Au printemps 2017, nous serons à 1h27 de Paris. Nous serons davantage connectés aux centres de décisions nationaux et européens, davantage insérés dans les flux économiques. Mais l'accessibilité renforcée de notre territoire passera, aussi, nécessairement par le développement de notre aéroport. Nous venons d'atteindre le seuil historique des 540 000 passagers.*»

Parce que même avec un nouveau pont [sur la Loire], Notre-Dame-des-Landes, c'est quand même plus loin d'une heure pour les Vendéens... Si le transfert de l'aéroport ne se fait pas, on pourra accueillir les passagers de Bouguenais, probablement saturé.»

1. Nathalie Appéré, députée PS de Rennes - Saint-L'aéroport de Rennes - Saint-Jacques (Ouest-France, 9 janvier 2016).
2. Luc Bourard, maire LR de La Roche-sur-Yon, engagé 290 000 euros pour développer son aéroport à lui, chez lui (Ouest-France, 8 juin 2016).

2. «*On gagne à tous les coups.*»

Survol de la mémoire

Faut pas rubiconer

LES consultatifs, ça ose tout, c'est même à ça qu'on les reconnaît. «*S'affranchir du vote, c'est très grave*», a postillonné Johanna Rolland, maire de Nantes, après la victoire du «oui» lors de la consultation sur le projet d'aéroport. Elle oublie allègrement que le 29 mai 2005, un autre référendum, pas pour du beurre cette fois mais supposé engager la décision de la France, a récolté près de 55 % de «non» au Traité constitutionnel européen (TCE), et que des dirigeants français, notamment sociaux, se sont assis dessus. Elle n'était alors qu'attachée parlementaire d'Ayrault. En se détachant, elle a du perdre la mémoire, oubliant que cette fois-là ce sont les élus qui se sont «*affranchis du vote*» démocratique valablement exprimé en imposant le perfide «*Traité de Lisbonne*». ■

Complètement piqué

Tiques & moustiques, tigres & moustigres

Démocrates sanitaires, unissez-vous.

L'ARS, l'Agence régionale de santé se préoccupe l'été des bobos de méduse, des désagréments de la noyade foudroyante et des coups de cagnard sur la caboche. Un communiqué alerte le 1^{er} juillet sur les «*thématiques estivales: baignade, eau de mer, eau douce et piscine*» [mais rien sur les dangers de l'immersion volontaire dans son verre à dent], de bigorneaux avariés et de kebaburista [dans la thématique «*hygiène et sécurité alimentaire*»], de la «*maladie de Lyme transmise par les piqûres de tiques*» et de ce satané «*moustique tigre*» lâché en liberté. Le tout signé par une certaine Mélanie L., chargée de communication de la «*Direction*

d'appui à la démocratie sanitaire et au pilotage stratégique». Euh, c'est quoi la «*démocratie sanitaire*»? Les coliformes fécaux et la légionellose votent pour savoir qui cognera le premier sur ces abrutis de touristes? Le «*pilotage stratégique*» doit intervenir quand les moustiques tigres déboulent en escadrilles vibrionnantes, plongent en piqué sur l'état-major de la direction d'appui et que les lieutenants colonels couverts de boutons hurlent qu'on leur amène les trois moustiquaires en espérant que leur croisade soit sponsorisée par une enseigne de la grande distribue. La démocratie sanitaire sera claire ou ne sera pas. ■

Un arbre en langue de bois

Faux arbre de 35 m de haut à aspirer les touristes, visitable par 400 pellos à la fois, évalué à 38 millions d'euros, études comprises, l'Arbre aux hérons serait aux dernières nouvelles planté dans l'ancienne carrière de granit de Miséry, dent creuse de la butte Sainte-Anne. L'adjoint à la culture David Martineau s'est limité à annoncer que Nantes «se donne toutes les chances de ne pas répondre non à l'Arbre aux hérons» (Ouest-France, 21/06). Double négation, futur, voilà un propos complètement flou. Il faut bien coconstruire la notion du peut-être ensemble. ■

L'eusses-tu-grue Pâtissiers s'abstenir

Tombé de la grue en cours de montage, un élément de 25 kilos a tué un ouvrier le 25 février 2014. Le compte rendu d'audience au tribunal note au détour d'une phrase que le patron de l'entreprise de montage des grues «en est à sa troisième comparution devant un tribunal correctionnel» (Ouest-France, 17 juin 2016). À son passif cumulé: un ouvrier blessé, deux autres tués. Son dévoué avocat a trouvé les mots justes: «On ne monte pas des pâtisseries, mais des grues. C'est une activité particulièrement dangereuse». Il y a des tartes à la crème qui se perdent. ■

Passage à l'acte Coin coin, c'est l'notaire

UN testament et l'addition! Communiqué du conseil régional des notaires: «Chaque premier samedi du mois, depuis le mois de janvier 2015, comme chaque jour dans leurs études, les notaires prodiguent des conseils gratuits dans les cafés ou autres lieux ouverts au public, dans le cadre du Conseil du coin.» Attention à bien mettre les points sur les i, sinon on se dira que les conseils, ça ose tout, c'est même à ça con les reconnaît. ■

Nantes capitale risque Royalties de luxe

SPÉCIALISÉE en «développement de projets à impact positif», la start-up nantaise We do good qui anime une «plate-forme de financement collaboratif à redevance»* s'est d'abord appliqué le système à elle-même. Mi-janvier, elle annonce une levée de fonds de 120000 euros en deux mois. Mi-mars, patatras, la belle méthode de la start up attrape-flouze n'a collecté que 67000 euros auprès de 432 personnes qui attendent des royalties de leur mise. Placer des billes sur une boîte qui patine à micchemin de ses objectifs, c'est pas un peu risqué? ■

* Prononcer royalty crowdfunding, bande d'ignares!

Dédé-la-Muraille, héros collabo

L'histoire amnésique célèbre André Morice, le plus illustre collabo nantais.

L'AURAN, l'agence d'urbanisme de l'agglomération nantaise, veut raconter la ville par les archives. Son site internet présente depuis juin une «fresque interactive» où un extrait de film d'actualité de 1950, crépitant et muet, montre «Un Nantais au service de son pays». Ce héros, c'est André Morice, dit Dédé la Muraille, plastronnant, coupant des rubans, pérorant à une tribune où il déroule un discours sans le son. C'est de l'archive audiovisuelle sans l'audio. Légende: «André Morice, personnalité politique nantaise mais aussi secrétaire d'État à la Jeunesse et aux Sports, a accompagné le président Vincent Auriol en Tunisie. La légion d'honneur lui est ensuite remise à Nantes dans les salons Mauduit.»

Amnésie et nazis dans les naseaux

C'est marrant de narrer la ville avec un artiste du cinéma muet, mais il manque un peu plus que le son: c'est la mémoire qui flanche. Ou la chape de plomb. Révisionniste, c'est selon. Parce que voilà: Mōssieu Morice n'est pas qu'un légionnaire d'honneur à médaille clinquante sautillant sur le plastron. C'est surtout un être controversé, comme on dit dans les salons bourgeois en s'essuyant les lèvres d'un tapotement délicat de serviette brodée. Il vaut mieux éviter de rappeler son implication dans la gestion de la boîte qu'il codirige pendant la dernière guerre avec un certain Théophile Badiou. La Société nantaise des travaux publics et paysagers collabore avec l'organisation Todt pour construire le mur de l'Atlantique. Normalement, l'entreprise a une spécialité, le terrassement des aérodromes. Dédé serait encore de ce monde, il terrasserait le triton, et bétonnerait allègrement de Châteaubriant à Montaigu, la digue la digue. À l'époque, il ne s'est pas mal débrouillé. Tout prisonnier qu'il était dans son oflag, Dédé-la-suite-dans-les-idées a participé à une augmentation de capital en décembre 1941, au début de l'Occupation. Et son entreprise a sollicité les nazis en vantant sa compétitivité et son savoir-faire. Marché décroché pour bétonner l'Atlantique contre les menaces de débarquement allié. Bravo Dédé. On lui doit aussi le développement de l'aéroport de Château-Bougon. D'accord, c'était pas une idée à lui tout seul. Les Allemands voulaient une piste de 1240 mètres? Il leur rallonge. Ils voulaient aussi la doubler d'une piste perpen-



diculaire de 1537 mètres, Dédé l'a déroulée.

Confiscation des profits

À la Libération, les fouille-merde du vraiment pénible Comité de confiscation des profits illicites de Loire-Inférieure lui tombent sur le chiffre d'affaires, épluchent ses comptes troubles. Le voilà condamné pour collaboration économique avec l'occupant. Mais André Morice slalome entre les gouttes, obtient d'être blanchi en appel. Rebravo Dédé. Ses relations dans le Parti radical lui évitent l'épuration et l'indignité nationale, mais son cas d'autoblanchiment revient sur la place publique en 1946 et en 1949 dans la presse locale, en 1957 dans la presse nationale⁽¹⁾. Ce qui ne troublera pas son destin politique: député rad-soc dès 1945, il est sous-secrétaire d'État en 1947, treize fois ministre entre 1947 et 1957, dix-huit ans sénateur. Et localement douze ans maire de Nantes, jusqu'en 1977.

Dédé soigne sa ligne

On disait jadis de Morice qu'il était «l'un des quatre mousquetaires de l'Algérie française», avec Jacques Soustelle, Roger Duchet, Georges Bidault mais pas D'Artagnan. Entre juillet et septembre 1957, Morice, alors ministre de la Défense lors de la phase la plus sanglante de la guerre d'Algérie, «donne son nom aux barrages minés et électrifiés le long de la frontière algéro-tunisienne, la fameuse

«ligne Morice» prolongée dans les zones désertiques par des canons à tir automatique commandés par radar⁽²⁾. Une barrière de près de 500 bornes entre Bône et Bir El Ater, entourée par deux mètres de haut de barbelés sur six rangées, bourrée de millions de mines antipersonnel indétectables, surveillée de jour et de nuit. Ces lignes électrifiées de 30000 volts ont tué de nombreux combattants algériens lors de leurs tentatives de passage. Après l'indépendance, l'armée algérienne a déminé, patiemment. Ce déminage s'est achevé en novembre 2015 dans sa partie ouest, rappelle le quotidien francophone Liberté (28/11/2015). Un grand merci à Dédé, ce bienfaiteur de l'humanité. Mais l'ex-collabo économique reconverti électrifieur est aussi écrivain. Auteur de *Les fellagha dans la cité*, publié en 1959 aux éditions du Populaire de l'Ouest (bientôt renommé Presse-Océan). Il y stigmatise notamment les «termites», ces ennemis de l'intérieur, journalistes, militants des droits de l'homme et intellectuels, tous coupables de trahison en sapant le travail de nos braves troufions et si gentils paras; ces pénibles termites chipotant vraiment trop pour des détails, tortures, gégène, corvées de bois et autres bonnes œuvres civilisatrices. La fin de son bouquin suinte la rancune des lendemains du colonialisme et prélude le racisme tenace. Morice écrit que «Certes, l'œuvre de rénovation et de réconciliation à laquelle nous convie la V^e République exige le rassemblement de tous les Français de bonne volonté. Mais cette œuvre n'exige-t-elle pas d'abord que les fellagha, tous les fellagha soient jetés hors de la Cité?»⁽³⁾. Un brave type comme Morice, qui est quand même plus de chez nous que ce De Gaulle érigé devant la préfecture⁽⁴⁾, mériterait vraiment un statue. En béton électrifié. ■

René Bousquetaire

⁽¹⁾ *L'étrange ascension d'un maire de Nantes: André Morice, la collaboration et la résistance*, Franck Liaigre, éditions de l'Atelier, 2002

⁽²⁾ *Les mots de la guerre d'Algérie*, Benjamin Stora, Presses Universitaires du Mirail, 2005.

⁽³⁾ Cité par le *Guide Indigène de détournement*, de Nantes et Saint-Nazaire, éditions À la criée, 2016.

⁽⁴⁾ *Ayrault coule un bronze*, Lulu n° 64, avril 2009.

LATULULULU?

Bazar partout

France 3, 3 juillet 2016.

Cambadélis, premier secrétaire du Parti social-déroutiste, cause à la télé: «Devant les risques de violences à Nantes, où dans tout autre endroit où se tiendrait l'université d'été de la Belle alliance populaire, il vaut mieux reporter, suspendre, l'université de cet été.» Ce qui est un affront à Nantes, rabaisée au rang de vulgaire endroit. ■

Explosion de vitrine

AFP, 3 juillet 2016.

Dépêche AFP après l'annulation de l'université d'été annoncée en février à Nantes pour mettre en vitrine la belle alliance socio-libéraux et écolos cogérant malgré le désaccord notre-dame-des-landais. La vitrine a explosé d'elle-même: «Sur Twitter, la maire de Nantes Johanna Rolland (PS) a salué «une décision responsable qui répond à (sa) demande». Étrange qu'on se félicite de capituler devant l'opposition populaire... Et les socialos auraient pu se réunir au château qui a l'avantage d'être déjà fortifié. Un bataillon d'hommes grenouilles du GIGN plongé dans les douves aurait suffi. ■

Sauver une ville

AFP, 4 juillet 2016.

Effarouchée par une menace d'entartage massif à la ratatouille végan, l'université d'été du PS déclare forfait à Nantes. «Je ne prend pas la responsabilité de «détruire une ville», puisque c'est ce que proposaient ces jeunes gens, lâche Cambadélis: Nous verrons ce que nous ferons puisqu'il s'agit d'un report.» C'est une coquille. Il voulait dire «Il s'agit d'un aéroport». ■

Mais mai

Presse-Océan, le 2 juin 2016

Le titre qui claque, «La folle météo de mai en Loire-Atlantique» n'est pas le bulletin d'une actualité sociale chaude. Deux pages n'évoquent que précipitations, ciel gris, «soleil qui a brillé quand même». Mais surtout ce scoop: «Enfin ce mois de mai est derrière nous». Normal, le 2 juin... La prochaine fois, pour un article aussi imprévisible, on demandera à Madame Soleil. ■

Ex-position

Radio Côte d'Amour, 18 mai;

Le Télégramme, 27 juin 2016

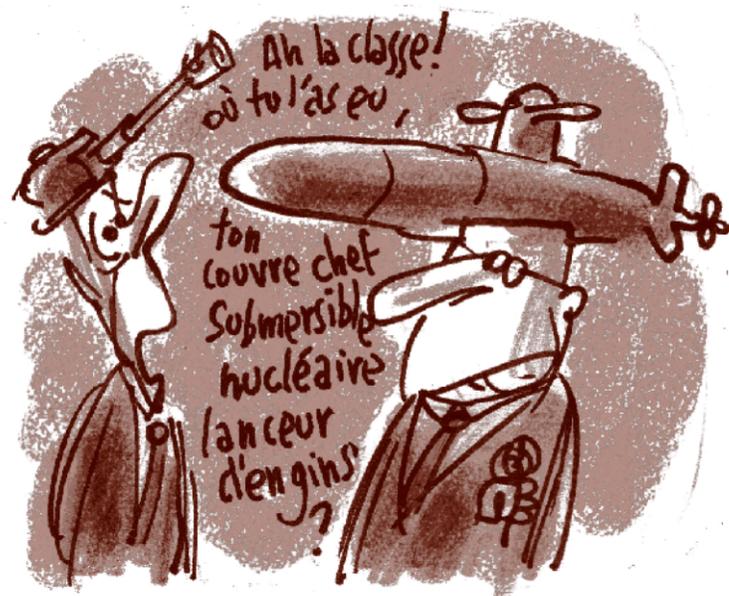
Ancien commandant de la brigade de recherches de gendarmerie de Nantes, en instance de divorce, il avait placé un mouchard sous la voiture de sa femme. Une balise GPS planquée dans l'essieu d'une roue arrière pour la pister. Poursuivi pour «collecte de données personnelles par moyen frauduleux», il s'en tire pas mal. Relâché. Mais gendarme, ça vaut des égards: les magistrats, qui l'ont croisé pour des procédures judiciaires que le pandore a instruites, lui ont ménagé une procédure de plaider coupable en partie à huis-clos, par mesure de discrétion. Un peu plus, le pandore mettrait le huis-clos sur écoute. ■

Oui mais non L'univers si t'es cap

Et si le PS n'avait pas pétoché et s'était enhardi à maintenir son université d'été?



Socialistes visitant la ville de Nantes



Voile et vapeur

La course aux largesses

La voile de compète, c'est chic et CIC. La filiale du Crédit mut parraine une big partouze patronale sur l'Atlantique.

Les banques souffrent, et ramassent en pleurant les éclats de verre de leur vitrines. Si vous avez un don à leur refiler, n'hésitez pas. Faute de votre générosité, elles doivent recourir à des expédients peu avouables. «Le Crédit agricole et le Crédit mutuel-CIC ont réalisé 5 milliards d'euros de bénéfices dans des pays à basse fiscalité en 2014»*. Basse fiscalité, mais c'est le paradis, ça.

«L'entreprise France» peine aussi. Patrons du Medef, économistes bonimenteurs, socialistes libéraux pleurnichent: «coût du travail», «charges», «rigidité du système», «privilèges des salariés», autant de «freins» à la croissance proactive. Le cap de la rédemption est donné par The Bridge 2017, titre pompeux donné à une course transatlantique en juin prochain entre Brest et New-York, après faux départ à Saint-Nazaire: une poignée de maxi trimarans bardés de noms de leurs sponsors tireront la bourre au Queen Mary 2, le luxueux paquebot de la compagnie Cunard construit aux chantiers de l'Atlantique avec le sang, les larmes et la sueur de centaines de travailleurs immigrés corvéables à merci grâce au fameux «montage exotique».

Cabine à 5500 euros

Champagne à gogo lors du «séminaire international du centenaire» réunissant à bord du paquebot affrété pour l'occasion une centaine de boîtes, frenchies et yankees. Le thème: «l'entreprise de demain». Intellectuels cachetonneurs et économistes beaux parleurs y célébreront la loi travail, la précarité triom-

Sardines

Machecoul a morflé sous les inondations «Selon la gendarmerie, 80 habitations ont été touchées» (Presse-Océan, 02/06). Mais il y a pire: «Aucun relogement n'a été nécessaire mais quatre campeurs ont dû passer la nuit à l'hôtel.» Nos condoléances aux sardines noyées.

Ça barde pour la bombarde

«Sa bombarde en carbone est devenue star de télé» (Ouest-France, 17/06). Une bombarde basse jouant le répertoire brezhoneg à toute berzingue. Et le star système télé? «J'en ai déjà vendu deux», dit l'inventeur. Si c'est pas du bombardement médiatique...

Saloperie à la nantaise

Avec des collègues d'Oklahoma, un toubib à tête chercheuse du CHU de Nantes a découvert une bactérie inconnue (La Dépêche du Midi, 29/06) qui traîne sur la peau humaine. Inoffensive sauf si ça entre dans la bidoche lors d'un passage sur le billard. Baptisée en latin *Propionibacterium namnetense*, bactérie nantaise donc. Un nom à faire rayonner l'aura de Nantes dans tous les hostos de la planète.

phante, le code du travail allégé. 2600 places à louer. La cabine premium est «à partir de 2500 euros» par tête de pipe pour les loquedus, la «suite prestige» à 5500 euros pour les gens convenables. On célébrera aussi les «100 ans de fraternité et d'échange entre la France et les États-Unis» en mémoire des troufions ricains venus visiter l'Europe en 1917 avec armes et paquetages. Coup médiatique, le basketteur franco-américain Tony Parker parraine l'opération, célébrée avec jazz pour l'habillage, et une bordée de gradés et amiraux des marines nationales.

16 millions fichus à l'eau

Bouclé quasiment en deux mois, le budget «autofinancé» de la récréation pompe l'équivalent d'un collège, soit 16 millions d'euros. Parmi les généreux mécènes, des dizaines de grands et petits pa-

trons de l'Ouest rassemblés dans un Club des 100 sous l'égide du CIC, filiale de la «banque à qui parler», et du groupe Réalités, le bétono-promoteur nantais since 2003. La course-événement (z'avez remarqué, maintenant, tout est événement?) a aussi mendié auprès des collectivités réputées sans le sou: les Régions Bretagne et Pays de la Loire, Loire-Inférieure, Ville de Brest, Nantes métropole... Le retour du Queen Mary 2 à Saint-Naz devra jongler avec les passés. Objectif: raviver la mémoire des sammies de 1917, mais surtout pas celle des 16 morts et 29 blessés de l'effondrement de la passerelle en novembre 2003, juste avant le départ du paquebot. La communication, c'est l'art de du tri sélectif. ■

Archibald Macreau

* Le Monde, 16 mars 2016.



Fausse notes

Lors de l'assemblée générale du conservatoire le 1^{er} juillet, les enseignants ont cru pouvoir poser des questions à la bourgmestresse, exceptionnellement présente. Z'en ont parlé à leur éminente directrice, qui a hmm hmm répondu qu'«il ne faudrait pas que

cela mette dans l'embarras notre Maire» en réclamant «doigté et stratégie» pour se «garantir une bienveillance active de nos élus et de notre Maire» et surtout pas «la prendre en défaut». Son mail aux enseignants demande à connaître les questions à l'avance. Servilité bassement volontaire, oui mais hautement tactique. ■

Qui ça?



Ont œuvré à ce numéro: Anis Mauresque, Sophie Nasri, Jules de chez Smith, Pascale Hibrage, Pich, Yas, Fatma Ben Hamad, Huber Néron, Bilou, S.G., Nicolas de La Casinière. Directeur de publication: Nicolas de La Casinière. N°ISSN: 1270-4911 - N°CCPAP: 0211 G 88321 La Lettre à Lulu (11 rue des Olivettes, 44000 Nantes) est éditée par l'association La Lutte à Leuleu. Tirée à 3250 exemplaires sur papier recyclé par l'imprimerie Allais, ZA Pôle sud, 30 rue de l'Atlantique, 44115 Basse-Goulaine. Les textes publiés sont «copyleft». Libres de droits, ils peuvent donc être repris, republiés, rediffusés, si possible avec mention de l'origine.

Les archives du journal sont sur www.lalettrealulu.com

Abonnement 20 euros = 10 numéros

Nom : chèque à l'ordre de
Prénom : La Lutte à Leuleu
Adresse : 11 rue des Olivettes
..... 44000 Nantes
..... ou abonnement en
Courriel : ligne via notre site (ci-dessus) et via Paypal.